INTRODUCTION

La politique internationale, comme toute politique, est une lutte pour la puissance.
Hans Morgenthau, *Politics among nations* (1948)

Le célèbre aphorisme de Morgenthau, considéré comme le « père » de l'École réaliste, constitue une première approche intéressante des disciplines que sont la géopolitique et les relations internationales (RI). Il ne faut pas le voir comme un axiome indiscutable, mais bien le point de départ de débats féconds et sans cesse renouvelés : les acteurs de la puissance, États comme acteurs non étatiques (ANE), s'ils sont par essence rationnels, n'ont-ils pas davantage intérêt à la coopération et à l'interdépendance qu'à la lutte et l'affrontement ? Mais quel degré de rationalité accorder à ces acteurs, dans leur grande diversité ? Au contraire, n'ont-ils pas tendance à « construire » la réalité géopolitique, qui devient ainsi « leur » réalité influencée par leurs représentations, plutôt que par des données objectives ?

En pleine crise internationale liée à la guerre d'Iran et au blocus du détroit d'Ormuz (août 2026), à l'heure où les auteurs écrivent ces lignes, ces interrogations n'ont pas pris une ride. Que l'on songe aux décisions erratiques de l'Administration Trump et aux interrogations sur ses objectifs… Il est toutefois frappant de constater que les

nombreux « experts » médiatiques en sont souvent réduits à commenter une actualité très changeante, sans prendre la hauteur nécessaire pour penser le système international, alors qu'ils pourraient s'appuyer sur un appareil théorique et conceptuel très riche, hérité des grandes figures de la géopolitique et des RI. Depuis le début du XXe siècle, et singulièrement depuis les années 1970, ce champ disciplinaire s'est en effet considérablement développé. Par son foisonnement, il pose toutefois certaines difficultés épistémologiques.

La difficulté principale consiste à définir « géopolitique » et « relations internationales », à montrer leurs points communs mais aussi leurs différences. Toutes deux étudient la puissance dans ses différentes expressions, c'est une chose entendue. Leur différence essentielle réside dans la relation au territoire, et c'est là un point fondamental. Beaucoup des penseurs des RI évoqués ici viennent de la science politique, de la sociologie politique et de l'histoire des relations internationales. Partant, ils ne s'intéressent pas, ou peu, à l'espace comme catégorie de pensée et n'utilisent souvent que rarement la notion de « géopolitique ». Une branche des RI est elle-même issue de l'Économie politique internationale (EPI), dont la géoéconomie est l'héritière, et ses auteurs tendent à substituer l'économie à la géographie proprement dite, *a fortiori* car la mondialisation économique et financière a provoqué depuis les années 1980 une profonde « déterritorialisation », synonyme de « fin de la géographie » (O'Brien, 1992). Leur étude des relations internationales s'exerce surtout à l'échelle macro – mondiale ou continentale –, sans descendre les degrés de l'échelle géographique jusqu'aux

niveaux national et infranational, contrairement à la géopolitique qui en fait sa raison d'être. Peu d'importance accordée à la géographie proprement dite donc, même si la politique extérieure d'un pays est parfois mise en rapport avec sa situation intérieure.

À l'opposé, la géopolitique et les « géopolitologues » mettent la dimension spatiale au cœur de leur démarche : ils s'intéressent à l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires, en analysant les rapports entre la géographie et les stratégies politiques et militaires, à toutes les échelles – locale, nationale, mondiale – en croisant les données physiques, humaines et politiques. La géopolitique, issue de la géographie, devient ainsi un savoir stratégique au service du pouvoir, comme l'inférait en 1976 Yves Lacoste : « la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre ». La géopolitique met tout particulièrement l'accent sur les acteurs infra-étatiques comme les régions, les mouvements séparatistes, les groupes ethniques ou religieux, etc., autant d'acteurs qui rivalisent pour des territoires. Au contraire, les RI se focalisent traditionnellement sur les États souverains, vus comme les acteurs majeurs – voire uniques – du système, et les institutions intergouvernementales (ONU, OTAN, UE...), même si certains acteurs locaux peuvent interférer. Ainsi, dans la démarche géopolitique, la puissance est toujours « territorialisée » : contrôler une route stratégique, un passage ou un détroit, une ressource, une zone-tampon, etc. En relations internationales, la puissance peut au contraire être déterritorialisée : influence culturelle et *soft power*, poids économique et financier, diplomatie multilatérale, etc. Ainsi, même si elles n'analysent pas le monde au même niveau ni avec les mêmes

outils, les deux disciplines sont complémentaires, et ainsi parfois confondues.

Pour en présenter les figures principales, une démarche classique consiste à s'appuyer sur la tripartition entre le « réalisme », dont Morgenthau est la figure fondatrice, l'« idéalisme » (ou « libéralisme ») et le « constructivisme » : cette tripartition structure l'épistémologie des RI et de la géopolitique, même si elle omet des courants antagonistes auxquels il faut donner toute leur place (marxisme et « néomarxisme » par exemple). Surtout, elle fait fi des évolutions internes à chacune de ces grandes Écoles à travers le temps, et ainsi des débats épistémologiques qui les ont animées : du « réalisme » au « néoréalisme », de l'« idéalisme pacifiste » de l'avant 1945 au « néolibéralisme institutionnel » et au « transnationalisme », du « constructivisme » au « postconstructivisme critique ». Néanmoins, de nombreuses figures et Écoles ont tenté de dépasser ces clivages majeurs : soit par la recherche de synthèse entre ces différents courants (École anglaise), soit par la critique de leurs présupposés (structuralisme et poststructuralisme, géopolitique critique), soit par la réflexion sur des enjeux globaux devenus déterminants à partir de la fin de la guerre froide, comme la sécurité (École de Copenhague), les institutions (École néo-institutionnaliste), ou les enjeux économiques et financiers (Économie politique internationale, géoéconomie), soit par le développement de traditions nationales difficilement classables, qu'elles soient elles-mêmes fragmentées (la géopolitique française, par excellence) ou qu'elles répondent à des problématiques plus étroitement nationales (les géopolitiques non occidentales comme la russe, la chinoise, la brésilienne, etc.),

ou enfin qu'elles relèvent de la tradition militaire et de la géostratégie. Il en ressort l'impression d'un foisonnement exceptionnel témoignant de la profondeur et de la vigueur des débats. On ne peut que constater l'inflation classificatoire qui amène à démultiplier les noms de courants de pensée et leurs subdivisions en de multiples tendances : il s'agit ici d'un véritable travail d'entomologie.

Pourtant, il faut éviter de perdre de lecteur dans des débats picrocholins : ce qui importe est de dégager les idées et les nuances principales de ces différents courants pour montrer que, derrière les différentes configurations du système international et les politiques menées par les États, existe une réflexion théorique et conceptuelle très profonde, qui trouve souvent à se traduire dans la pratique. Tel est l'objectif de cet ouvrage : essayer de lier au maximum les deux dimensions, théorie et pratique. Un exemple concret peut le montrer, celui de l'« École anglaise » (British School), incarnée par la figure de Hedley Bull qui, comme on le verra, a tenté de dépasser les clivages fondateurs des RI et de la géopolitique, influençant en profondeur par ses théories le personnel politique et diplomatique britannique. Elle a mené les gouvernements de Sa Majesté à conduire une politique pragmatique, fondée sur la recherche de compromis, des intérêts et valeurs partagées, en un mot, le multilatéralisme. La création du Commonwealth en est une preuve marquante, de même que la défense de l'action de l'ONU ou de l'OTAN. Mais, à cette aune, le choix de Tony Blair d'intervenir en Irak en 2003 derrière les États-Unis de George W. Bush est difficilement explicable, de même que le choix du Brexit sous Boris Johnson, qui ne s'inscrivent pas dans cette tradition

de pensée : ce sont bien des circonstances particulières et un contexte spécifique qui l'expliquent, montrant toutes les limites de l'influence de la British School.

Pour comprendre ces différentes évolutions de la géopolitique et des RI à travers l'histoire contemporaine, il est nécessaire de repartir des fondements : la naissance d'une pseudo-science dans l'Allemagne unifiée à la fin du XIXe siècle, avec la figure fondatrice de Friedrich Ratzel.